A^c 1923.  № 47.

PUBLICATIE-BLAD.

BESCHIKKING *van den* 26sten *Juni 1923,* **№** 595, *bepalende de plaatsing in het* Publicatieblad *van het Koninklijk besluit van den 18den April 1923 (* Staatsblad **№** 150*), bepalende de bekendmaking in het* Staatsblad *van het op 6 November 1922 te* 's-Gravenhage *tusschen* Nederland *en* Oostenrijk *gesloten verdrag, betreffende de toelating van Oostenrijksche consulaire ambtenaren in de Nederlandsche Koloniën.*

DE GOUVERNEUR van Curaçao,

Gelezen de missive van den Minister van Koloniën van 17 Mei 1923, 4de Afdeeling „№. 69/238, waarbij ter bekendmaking is ontvangen het Koninklijk besluit van den 18den April 1923 (*Staatsblad* **№** 150), bepalende de bekendmaking in het *Staatsblad* van het op 6 November 1922 te *'s-Gravenhage* tusschen *Nederland* en *Oostenrijk* gesloten verdrag, betreffende de toelating van Oostenrijksche consulaire ambtenaren in de Nederlandsche Koloniën;

Heeft goedgevonden te bepalen:

dat voormeld Koninklijk besluit van 18 April 1923, nevens afschrift dezer beschikking in het *Publicatieblad* zal worden geplaatst.

De Gouverneur voornoemd,

BRANTJES.

Uitgegeven den 7den Juli 1923.
De Gouvernements-Secretaris,

BOOMGAART.

WIJ WILHELMINA, BIJ DE GRATIE GODS, KONINGIN DER NEDERLANDEN, PRINSES VAN ORANJE-NASSAU, ENZ., ENZ., ENZ.

Gezien het op 6 November 1922 te *'s-Gravenhage* tusschen *Nederland* en *Oostenrijk* gesloten verdrag betreffende de toelating van Oostenrijksche consulaire ambtenaren in de Nederlandsche Koloniën, van welk verdrag een afdruk met vertaling bij dit besluit is gevoegd;

Overwegende dat de akten van bekrachtiging van dit verdrag op 27 Februari 1923 te *'s-Gravenhage* zijn uitgewisseld;

Op de voordracht van Onzen Minister van Buitenlandsche Zaken van den 12 April 1923, Directie van het Protocol, n°. 3618;

Hebben goedgevonden en verstaan:

bedoeld verdrag te doen bekendmaken door de plaatsing van dit besluit in het *Staatsblad.*

Onze Ministers, Hoofden van Departementen van Algemeen Bestuur, zijn, ieder voor zooveel hem aangaat, belast met de uitvoering van hetgeen ten deze wordt vereischt.

's-Gravenhage, den 18den April 1923.

WILHELMINA.

De Minister van Buitenlandsche Zaken,
VAN KARNEBEEK.

Uitgegeven den *zevenden* Mei 1923.

De Minister van Justitie,
HEEMSKERK.

Sa Majesté la Reine des Pays-Bas, désirant assurer aux relations de commerce établies entre le Royaume des Pays-Bas et la République d'Autriche le développement le plus ample, et voulant satisfaire au désir exprimé par le Gouvernement Fédéral d'Autriche, a consenti à admettre des fonctionnaires consulaires d'Autriche dans les principaux ports des colonies néerlandaises, sous la réserve toutefois de faire de cette concession l'objet d'une convention spéciale déterminant d'une manière claire et précise les droits, devoirs et immunités de ces fonctionnaires consulaires dans lesdites colonies.

A cet effet Sa Majesté la Reine des Pays-Bas a nommé Son Excellence le Jonkheer H. A. VAN KARNEBEEK, Ministre des Affaires Etrangères des Pays-Bas,

et le Président Fédéral de la République d'Autriche a nommé Son Excellence F. CALICE, Ministre d'Autriche à La Haye,

lesquels, dûment autorisés à cet effet, sont convenus des articles suivants:

Article 1.

Les Consuls-Généraux, Consuls, Vice-Consuls et Agents Consulaires d'Autriche seront admis dans tous les ports des possessions d'outre-mer ou colonies des Pays-Bas, qui sont ouverts aux navires de toutes les nations.

Article 2.

Les Consuls-Généraux, Consuls, Vice-Consuls et Agents Consulaires d'Autriche seront considérés comme des agents commerciaux, protecteurs du commerce de leurs nationaux dans leur arrondissement consulaire. Ils résideront dans le port de la colonie indiqué dans leur commission et seront soumis aux lois tant civiles que pénales de cette colonie, sauf les exceptions que la présente convention établit en leur faveur.

Article 3.

Avant d'être admis à l'exercice de leurs fonctions et de jouir des immunités qui y sont attachées, les Consuls-Géné-

raux, Consuls, Vice-Consuls et Agents Consulaires doivent présenter au Gouvernement de Sa Majesté la Reine des Pays-Bas une commission, indiquant leur arrondissement consulaire et le lieu de leur résidence.

Du moment que l'exéquatur sera contresigné par le Gouverneur de la colonie, lesdits fonctionnaires consulaires de tout grade auront droit à la protection du Gouvernement et à l'assistance des autorités locales pour assurer le libre exercice de leurs fonctions.

Le Gouvernement se réserve la faculté de retirer l'exéquatur ou de le faire retirer par le Gouverneur de la colonie, en indiquant les motifs de cette mesure.

Article 4.

Les Consuls-Généraux, Consuls, Vice-Consuls et Agents Consulaires sont autorisés à placer au-dessus de la porte extérieure de leur demeure un écusson aux armes de leur pays, avec la légende: „Consulat-Général, Consulat, Vice-Consulat ou Agence Consulaire d'Autriche".

Il est bien entendu que cette marque extérieure ne pourra jamais être considérée comme donnant droit d'asile, ni comme pouvant soustraire la maison et ceux qui l'habitent aux poursuites de la justice territoriale.

Article 5.

Il est néanmoins entendu que les archives et documents relatifs aux affaires consulaires seront protégés contre toute recherche, et qu'aucune autorité ni aucun magistrat ne pourra les visiter, les saisir ou s'en enquérir d'une manière quelconque et sous aucun prétexte.

Article 6.

Les Consuls-Généraux, Consuls, Vice-Consuls et Agents Consulaires ne sont investis d'aucun caractère diplomatique.

Aucune demande ne pourra être adressée au Gouvernement néerlandais que par l'entremise de l'agent diplomatique accrédité à La Haye.

En cas d'urgence les Consuls-Généraux, Consuls, Vice-Consuls ou Agents Consulaires pourront recourir directement au Gouverneur de la possession ou de la colonie, prouvant l'urgence et en exposant les motifs pour lesquels la demande ne saurait être adressée aux autorités subalternes; ou en démontrant que les demandes, antérieurement adressées à ces autorités, seraient restées sans effet.

Article 7.

Le passeport, délivré ou visé par les fonctionnaires consulaires, ne dispense nullement le porteur de l'obligation de se munir de tous les actes requis par les lois ou règlements locaux pour voyager ou s'établir dans les colonies et ne porte aucun préjudice à l'exercice du droit que possède le Gouvernement de la colonie d'y interdire le séjour ou d'en ordonner l'éloignement de tout individu muni d'un passeport.

Article 8.

Toutes les opérations relatives au sauvetage des navires autrichiens naufragés sur les côtes d'une des colonies néerlandaises seront dirigées par les Consuls-Généraux, Consuls, Vice-Consuls ou Agents Consulaires d'Autriche.

L'intervention des autorités locales aura seulement lieu pour maintenir l'ordre, garantir les intérêts des sauveteurs, s'ils sont étrangers aux équipages naufragés, et assurer l'exécution des dispositions à observer pour l'entrée et la sortie des marchandises sauvées.

En l'absence et jusqu'à l'arrivée des Consuls-Généraux, Consuls, Vice-Consuls ou Agents Consulaires, les autorités locales devront d'ailleurs prendre toutes les mesures nécessaires pour la protection des individus et la conservation des effets naufragés.

Il est de plus convenu que les marchandises sauvées ne seront tenues à aucun droit de douane à moins qu'elles ne soient admises à la consommation intérieure.

Article 9.

Les Consuls-Généraux, Consuls, Vice-Consuls et Agents Consulaires peuvent requérir l'assistance des autorités locales pour l'arrestation, la détention et l'emprisonnement des déserteurs des navires autrichiens marchands, pour autant que l'extradition des déserteurs de ces navires a été stipulée par traité.

A cet effet, ils s'adresseront par écrit aux fonctionnaires compétents et si la preuve est rapportée par les registres du navire, les rôles d'équipage ou par tout autre document authentique, que les hommes réclamés faisaient partie de l'équipage, l'extradition sera accordée à moins que l'individu dont il s'agit, ne soit sujet néerlandais.

Les autorités locales seront tenues à exercer toute leur autorité pour faire arrêter les déserteurs. Après leur arrestation,

ceux-ci seront mis à la disposition desdits fonctionnaires consulaires et pourront être détenus à la réquisition et aux frais de ceux qui les réclament, pour être ensuite renvoyés à bord des navires auxquels ils appartiennent, ou d'un autre navire du même pays. Néanmoins si ces déserteurs ne sont pas renvoyés dans les trois mois, à partir du jour de leur arrestation, ils seront mis en liberté et ne pourront plus être arrêtés du même chef.

Il est entendu toutefois que l'extradition du déserteur qui aurait commis quelque crime, délit ou contravention, sera remise jusqu'à ce que le tribunal colonial ou métropolitain, saisi de l'affaire, ait rendu la sentence et que celle-ci ait été exécutée.

Article 10.

Lorsqu'un ressortissant autrichien vient à décéder sans héritiers ou exécuteurs testamentaires connus, les autorités néerlandaises chargées d'après les lois de la colonie de l'administration de la succession, en donneront avis aux fonctionnaires consulaires afin de transmettre aux intéressés les informations nécessaires.

Article 11.

Les Consuls-Généraux, Consuls, Vice-Consuls ou Agents Consulaires d'Autriche seront, à la requête du capitaine ou de l'officier qui le remplace, exclusivement chargés de l'ordre intérieur à bord des navires de commerce de leur pays.

Ils connaîtront seuls de tous les différends, qui se seront élevés en mer ou qui s'élèveront dans les ports entre le capitaine, les officiers et les hommes de l'équipage, y compris ceux qui concernent le règlement des salaires et l'exécution des engagements réciproquement consentis.

Les tribunaux ou les autres autorités de la colonie ne pourront à aucun titre s'immiscer dans ces différends à moins que ceux-ci ne soient de nature à troubler la tranquillité et l'ordre public à terre ou dans le port, ou que des personnes étrangères à l'équipage, ne s'y trouvent mêlées.

Article 12.

Pour autant qu'en Autriche les mêmes faveurs sont accordées réciproquement aux Consuls-Généraux, Consuls, Vice-Consuls et Agents Consulaires des Pays-Bas, les Consuls-Généraux, Consuls, Vice-Consuls et Agents Consulaires d'Autriche qui n'exercent

pas le commerce ni aucune fonction ou profession autre que leurs fonctions consulaires, seront exempts du logement militaire, de l'impôt personnel et de toute imposition générale ou municipale ayant un caractère personnel, à moins qu'ils ne soient sujets néerlandais ou qu'ils n'habitent déjà le Royaume des Pays-Bas ou ses colonies lors de leur nomination. Cette exemption ne peut jamais s'étendre aux droits de douane ou autres impôts indirects ou réels.

Article 13.

Les Consuls-Généraux, Consuls, Vice-Consuls et Agents Consulaires d'Autriche jouiront de tous les autres privilèges, exemptions et immunités dans les colonies néerlandaises qui pourraient être accordés par la suite aux agents du même rang de la nation la plus favorisée.

Article 14.

La présente convention est conclue pour un terme de cinq ans, à partir du 90ème jour après l'échange des ratifications.

A moins qu'une des Hautes Parties contractantes n'ait notifié à l'autre, au moins un an avant ce terme, son intention d'en faire cesser les effets, la convention restera en vigueur jusqu'à l'expiration d'une année après la dénonciation faite par l'une des Hautes Parties contractantes.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs ont signé la présente convention et y ont apposé le sceau de leurs armes.

Fait, en double exemplaire, à La Haye, le 6 novembre 1922.

(L. S.) v. KARNEBEEK.

(L. S.) CALICE.

VERTALING.

Hare Majesteit de Koningin der Nederlanden, wenschende aan de tusschen het Koninkrijk der Nederlanden en de Republiek Oostenrijk gevestigde handelsbetrekkingen de meest mogelijke uitbreiding te verzekeren, en wenschende aan het, door de Bonds-Regeering van Oostenrijk te kennen gegeven verlangen te voldoen, heeft toegestemd in het toelaten van consulaire ambtenaren van Oostenrijk in de voornaamste havens der Nederlandsche koloniën, onder voorbehoud evenwel deze vergunning te regelen bij een bijzonder verdrag, waarbij de rechten, verplichtingen en vrijdommen dier consulaire ambtenaren in de gezegde koloniën duidelijk en nauwkeurig worden omschreven.

Te dien einde heeft Hare Majesteit de Koningin der Nederlanden benoemd Zijne Excellentie Jhr. Mr. H. A. van Karnebeek, Minister van Buitenlandsche Zaken der Nederlanden,

en de Bonds-President der Republiek Oostenrijk Zijne Excellentie den Heer F. Calice, Gezant van Oostenrijk te 's-Gravenhage,

die, daartoe behoorlijk gemachtigd, omtrent de volgende artikelen zijn overeengekomen:

Artikel 1.

Er worden Consuls-Generaal, Consuls, Vice-Consuls en Consulaire Agenten van Oostenrijk toegelaten in al die havens van de overzeesche bezittingen of koloniën der Nederlanden, welke open zijn voor de schepen van alle landen.

Artikel 2.

De Consuls-Generaal, Consuls, Vice-Consuls en Consulaire Agenten van Oostenrijk worden beschouwd als handelsagenten ter bescherming van den handel hunner landgenooten in hun consulair ressort. Zij houden verblijf in de haven der kolonie in hunne commissie genoemd en zijn onderworpen zoowel aan de burgerlijke, als aan de strafwetten dier kolonie, behoudens de uitzonderingen, die dit verdrag te hunnen gunste vaststelt.

Artikel 3.

Alvorens tot de uitoefening hunner werkzaamheden te worden

toegelaten en het genot te hebben van de vrijdommen, die daaraan verbonden zijn, moeten de Consuls-Generaal, Consuls, Vice-Consuls en Consulaire Agenten aan de Regeering van Hare Majesteit de Koningin der Nederlanden eene commissie overleggen, houdende aanwijzing van hun consulair ressort en van hun standplaats.

Zoodra het exequatur medeonderteekend is door den Gouverneur der kolonie, hebben de genoemde consulaire ambtenaren van allen rang recht op de bescherming der Regeering en op den bijstand der plaatselijke overheid ter verzekering van de vrije uitoefening van hunne werkzaamheden.

De Regeering behoudt zich de bevoegdheid voor het exequatur in te trekken of te doen intrekken door den Gouverneur der kolonie, met opgave der redenen van dien maatregel.

Artikel 4.

De Consuls-Generaal, Consuls, Vice-Consuls en Consulaire Agenten zijn bevoegd boven de buitendeur hunner woning een schild te plaatsen met het wapen van hun land, voorzien van het opschrift: Consulaat-Generaal, Consulaat, Vice-Consulaat of Consulair Agentschap van Oostenrijk.

Het is wel te verstaan dat dit uitwendig teeken nooit zal kunnen worden beschouwd als gevende recht van asyl, noch als kunnende de woning en hare bewoners onttrekken aan de vervolging der plaatselijke justitie.

Artikel 5.

Het staat echter vast, dat de archieven en bescheiden betreffende de consulaire zaken tegen elk onderzoek beschermd zijn, en dat geen overheid of ambtenaar die op eenigerlei wijze of onder eenig voorwendsel zal kunnen onderzoeken, in beslagnemen, of inzage er van nemen.

Artikel 6.

De Consuls-Generaal, Consuls, Vice-Consuls en Consulaire Agenten bezitten geenerlei diplomatiek karakter.

Geene aanvrage kan tot de Nederlandsche Regeering worden gericht, anders dan door tusschenkomst van den diplomatieken agent, te 's-Gravenhage gevestigd.

In spoedeischende gevallen kunnen de Consuls-Generaal, Consuls, Vice-Consuls of Consulaire Agenten zich rechtstreeks wenden tot den Gouverneur der bezitting of kolonie, met aantooning van het spoedeischende der zaak en met uiteen-

zetting der redenen waarom de aanvrage niet kan worden gedaan aan de ondergeschikte overheden, of aantoonende, dat vroegere, tot die overheden gerichte, aanvragen zonder gevolg zijn gebleven.

Artikel 7.

Het door de consulaire ambtenaren afgegeven of voor gezien geteekend paspoort ontslaat den houder geenszins van de verplichting om zich te voorzien van al de stukken, door de wetten of plaatselijke reglementen tot het reizen of zich vestigen in de koloniën gevorderd, en laat onverkort het recht, dat de Regeering der kolonie bezit, om er het verblijf te ontzeggen aan, of er de verwijdering te gelasten van den persoon in het bezit van een paspoort.

Artikel 8.

Alle verrichtingen tot redding van Oostenrijksche schepen, welke schipbreuk geleden hebben op de kust van eene der Nederlandsche koloniën, worden geleid door de Consuls-Generaal, Consuls, Vice-Consuls of Consulaire Agenten van Oostenrijk.

De tusschenkomst der plaatselijke overheden geschiedt alleen om de orde te handhaven, om te waken voor de belangen der burgers indien deze niet tot de bemanning der verongelukte schepen behooren, en om de uitvoering te verzekeren van de bepalingen, welke bij den in- en uitvoer van de geredde goederen nageleefd moeten worden.

Bij afwezigheid en tot aankomst van de Consuls-Generaal, Consuls, Vice-Consuls of Consulaire Agenten, moeten de plaatselijke overheden overigens alle noodige maatregelen nemen voor de bescherming der personen en tot behoud der goederen, van het verongelukte schip.

Daarenboven is overeengekomen, dat van de geredde goederen geenerlei in- en uitgaande rechten verschuldigd zijn, tenzij zij tot het binnenlandsch verbruik worden toegelaten.

Artikel 9.

De Consuls-Generaal, Consuls, Vice-Consuls en Consulaire Agenten kunnen de hulp inroepen van de plaatselijke overheden voor het aanhouden, gevangennemen en in verzekerde bewaring houden van deserteurs van Oostenrijksche koopvaardijschepen voor zoover de uitlevering van deserteurs van bedoelde schepen bij verdrag is bedongen.

Te dien einde wenden zij zich schriftelijk tot de bevoegde ambtenaren en indien door het scheepsregister, de monster-

rol of elk ander authentiek stuk het bewijs geleverd wordt, dat de opgeëischte personen deel uitmaakten van de bemanning, zal de uitlevering worden toegestaan, tenzij de betrokken persoon Nederlandsch onderdaan zij.

De plaatselijke overheden zijn gehouden gebruik te maken van alle in hunne macht zijnde middelen tot aanhouding der deserteurs. Na hunne aanhouding worden deze laatsten ter beschikking gesteld van de genoemde consulaire ambtenaren, en kunnen, op aanvrage en op kosten van degenen, die hen opeischen, gevangen worden gehouden, om vervolgens terug te worden gezonden aan boord der schepen, tot welke zij behooren, of aan boord van een ander schip van hetzelfde land. Indien echter deze deserteurs niet teruggezonden zijn binnen drie maanden, te rekenen van af den dag hunner aanhouding, worden zij in vrijheid gesteld en kunnen om dezelfde redenen niet weder in hechtenis worden genomen.

Intusschen wordt de uitlevering van een deserteur die eenig strafbaar feit gepleegd mocht hebben, opgeschort totdat de betrokken koloniale- of Nederlandsche rechtbank uitspraak heeft gedaan en daaraan uitvoering is gegeven.

Artikel 10.

Wanneer een Oostenrijker komt te overlijden, zonder bekende erfgenamen of uiterste wilsuitvoerders na te laten, geven de Nederlandsche overheden krachtens de wetten der kolonie met het beheer van den boedel belast, daarvan kennis aan de consulaire ambtenaren, opdat deze de noodige inlichtingen aan de belanghebbenden doen toekomen.

Artikel 11.

De Consuls-Generaal, Consuls, Vice-Consuls of Consulaire Agenten van Oostenrijk zullen op verzoek van den gezagvoerder of van dengene, die hem vervangt, uitsluitend belast zijn met de handhaving der inwendige tucht aan boord van koopvaardijschepen van hun land.

Zij zijn uitsluitend bevoegd tot kennisneming van alle geschillen ontstaan op zee of in de haven tusschen den schipper, de officieren en de overige leden der bemanning met inbegrip van geschillen, welke betrekking hebben op de regeling der gage en de uitvoering der wederzijds aangegane verbintenissen.

De rechtbanken of andere overheden der kolonie mogen zich uit geenerlei hoofde in die geschillen mengen, tenzij deze van dien aard mochten zijn, dat de openbare rust en orde aan

wal of in de haven daardoor mocht worden verstoord, of dat personen, niet tot de bemanning van het betrokken Oostenrijksche schip behoorende, daarin mochten betrokken zijn.

Artikel 12.

Voor zoover in Oostenrijk aan de Consuls-Generaal, Consuls, Vice-Consuls en Consulaire Agenten van Nederland wederkeerig dezelfde gunsten worden toegestaan, zijn de Consuls-Generaal, Consuls, Vice-Consuls en Consulaire Agenten van Oostenrijk, welke geen handel drijven en buiten hun consulairen werkkring geen betrekking hebben of geen beroep uitoefenen, vrijgesteld van inkwartiering, personeele belasting en van alle rijks- of gemeentelijke belasting van personeelen aard, tenzij zij Nederlandsch onderdaan zijn of reeds tijdens hunne benoeming in Nederland of zijne koloniën en bezittingen woonachtig waren. Die vrijdom kan zich nooit uitstrekken tot in- en uitgaande rechten of andere indirecte of reëele belastingen.

Artikel 13.

De Consuls-Generaal, Consuls, Vice-Consuls en Consulaire Agenten van Oostenrijk zullen in de Nederlandsche koloniën alle andere voorrechten, vrijstellingen en vrijdommen genieten, welke in het vervolg mochten worden toegekend aan de agenten van denzelfden rang van de meest begunstigde natie.

Artikel 14.

Dit verdrag zal van kracht blijven gedurende een termijn van vijf jaren, te rekenen van den 90sten dag na de uitwisseling der akten van bekrachtiging.

Tenzij een der Hooge verdragsluitende Partijen aan de andere Partij ten minste één jaar vóór het verloop van gezegden termijn, haar voornemen mocht te kennen geven om de werking er van te doen ophouden, zal het verdrag van kracht blijven, gedurende één jaar te rekenen van de opzegging door een der Hooge verdragsluitende Partijen.

Ten blijke waarvan de wederzijdsche gevolmachtigden dit verdrag hebben onderteekend en van hun zegels voorzien.

Gedaan, in dubbel, te 's Gravenhage, den 6den November 1922.

(L. S.) v. KARNEBEEK.

(L. S.) F. CALICE.